

*L'ajournement*

savoir s'il était admissible que les Canadiens subventionnent la construction d'un monument de l'ordre de 50 millions de dollars en Algérie, est plutôt complexe. Mon collègue d'en face voudra certainement tenter de trouver une justification ce soir. Je lui en laisse le soin. J'entrevois pour les entreprises canadiennes certains avantages, notamment dans le domaine de l'expédition, grâce auxquels le gouvernement pourrait justifier, à ses yeux tout au moins, une initiative aussi exceptionnelle de la part de la Société pour l'expansion des exportations. J'estime, en revanche, que cette société doit avoir des priorités plus urgentes et qui lui conviennent mieux. Le ministre répondait ainsi à ma question du 11 février:

Madame le Président, cela n'a rien d'inhabituel. C'est une opération d'exportation financière ordinaire de la SEE.

A mon avis, monsieur l'Orateur, le ministre exagère.

• (2210)

J'ignore combien d'autres projets nous finançons ailleurs dans le monde qui comportent l'érection d'un monument pour commémorer une révolution dans un pays où les fonds seraient probablement mieux utilisés à d'autres fins. J'ignore s'il y a d'autres pays qui construisent des monuments semblables. S'il y en a, la réponse du ministre est peut-être exacte, mais je voudrais en savoir davantage là-dessus ce soir.

En outre, en principe, comme de nombreux autres Canadiens, je voudrais savoir pourquoi on veut que les modalités concernant le remboursement et les intérêts demeurent confidentiels. On invoquera, je présume, comme on le fait si souvent le caractère commercial ou confidentiel de ce marché. A mon avis, monsieur l'Orateur, c'est tout à fait absurde. Les contribuables canadiens ont le droit d'apprendre ce que font les organismes de l'État, sur quoi ils se fondent et à quelles fins ils agissent ainsi. Toutefois, le gouvernement actuel ne l'a jamais reconnu et je serais déraisonnable, je présume, si je comptais obtenir ce soir une réponse là-dessus.

Je ne suis pas le seul à être de cet avis car je reçois beaucoup de courrier à ce sujet. Une lettre que nous avons reçue aujourd'hui d'un homme d'affaires de Toronto illustre assez bien, à mon avis, le sentiment de bien des Canadiens lorsqu'ils apprennent que le gouvernement canadien va subventionner des projets gaziers en Union soviétique, projets qui ont une valeur stratégique douteuse et qui coûteront des millions de dollars aux contribuables canadiens, ou que le gouvernement du Canada fait construire des monuments en Algérie. Cette lettre est adressée au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan). Elle porte un cachet postal relativement récent, même si nous ne pouvons pas faire trop confiance à la poste ces jours-ci. Vous n'ignorez pas, monsieur l'Orateur, qu'il en coûte 30c. pour poster une lettre et que cela revient à peu près à 1c. par jour en temps de livraison. Voici ce que dit cette lettre:

L'article de journal ci-joint a été publié sur la même page que la rubrique nécrologique et cela, à juste titre, car elle représente certes la fin du bon sens! Puis-je demander, en tant que pauvre rustaud de contribuable...

Et voici comment réagit cet homme:

... que l'on m'explique comment on peut dire que ces \$46,700,000 seront dépensés dans l'intérêt de mes compatriotes canadiens, si ce n'est les propriétaires de Lavalin International, de Montréal, au Québec.

Je dois dire ici, monsieur l'Orateur, que la société en question ne fait que ce que toute bonne société canadienne concurrentielle ferait dans les circonstances. Je n'ai rien à leur reprocher; ce sont les priorités qui me préoccupent. La lettre poursuit en ces termes:

J'apprends que nous (le public) devons faire preuve de modération et conserver nos ressources monétaires, au lieu d'acheter des choses inutiles comme des maisons, des automobiles, des appareils électro-ménagers, ou n'importe quoi susceptible d'améliorer la situation de l'emploi, directement en cause. Et pourtant, vous avez autorisé la dépense d'une somme exorbitante pour la construction de ce foutu monument...

Je sais que vous vous fichez de connaître l'avis de gens comme moi, mais vous pourriez peut-être faire une exception dans ce cas et m'expliquer ceci:

Or, ces propos viennent d'un contribuable, un homme d'affaires canadien. Il ajoute:

Si vous estimez que vous devez de toute façon gaspiller cet argent, pourquoi ne pas le consacrer à un hôpital, une école, une usine ou quelque chose d'utile.

C'est exactement mon avis, monsieur l'Orateur. Il poursuit ainsi:

Quelles sont les conditions du prêt et quel en est le taux d'intérêt?

Pensez-vous réellement que nous obtiendrons une réponse à cette question? Je ne le crois pas, monsieur l'Orateur. La lettre poursuit en ces termes:

Combien de Canadiens vont profiter, directement et indirectement, de la construction de ce... machin?

Eh bien, en toute justice, je dois dire que cela crée là-bas quelques emplois à l'heure actuelle. Je le répète, ce n'est pas entièrement négatif. Cependant, c'est un argument valable. En juin prochain, quand ce projet accéléré sera terminé et que les Algériens auront leur monument, quel avantage cela aura-t-il à long terme pour les Canadiens ou les Algériens? La lettre poursuit ainsi:

Combien (en dollars) d'affaires le Canada a-t-il conclues avec l'Algérie en 1981, et que les Algériens ont véritablement payées et je ne parle pas ici de subvention au Tiers-Monde.

Vous le voyez donc, monsieur l'Orateur, du point de vue de nos contribuables, l'utilisation de notre Société pour l'expansion des exportations au financement d'un projet semblable pose un problème véritable. Malgré la teneur canadienne du projet, malgré tous les arguments favorables qu'on peut avancer—par exemple, l'implantation de notre technologie sur le marché algérien—si cela se produit, ce ne sera pas entièrement négatif. Toutefois, ce qui aggrave le problème, c'est le manque continu d'information et le peu de collaboration dont font preuve des organismes comme la Société pour l'expansion des exportations lorsque des contribuables comme celui-ci veulent à tout prix savoir ce qui se passe. Bon nombre de Canadiens sont d'accord pour aider le Tiers-Monde, soit par le biais d'un prêt consenti par la Société pour l'expansion des exportations ou par l'entremise de l'ACDI le cas échéant. Il s'agit d'un problème entièrement différent, mais même dans ce cas-là, il nous est impossible de savoir ce qui se passe.

Comme les députés d'en face le savent, nous négocions à l'heure actuelle un projet de quelque 200 millions de dollars pour la construction de deux aéroports et d'une prison à Trinidad et Tobago. J'ignore si c'est une bonne chose ou non, mais c'est sûrement un engagement définitif. Ici au Canada, nous pourrions certainement utiliser des fonds comme ceux que la SEE à elle seule a avancés à l'Algérie.